

- *L'extrême droite est aux portes du pouvoir à l'occasion des élections législatives anticipées voulues par E. Macron pour répondre au désaveu qui lui a été infligé lors des élections européennes. Elle a totalisé 40% des voix le 9 juin. Sa possible victoire le 7 juillet n'est plus une hypothèse d'école. Confier le pouvoir à l'extrême droite est une bascule dont personne ne sortira indemne. Rien, dans le projet mutualiste, solidaire et démocratique, n'est compatible avec l'idéologie d'extrême droite.*
- **L'extrême droite est une imposture économique.** *Autodéfinie comme un « vote de protestation » contestant le système, elle s'inscrit en réalité dans le camp de l'ordre néolibéral établi, et de l'ordre autoritaire. Elle a, par exemple, mis à profit la campagne européenne pour aller discrètement se « normaliser » auprès du patronat. Elle a rencontré les membres du Medef, de la confédération des PME, de France Invest, de l'Union des entreprises de proximité, pour acquiescer à leurs revendications pour tirer les salaires vers le bas et financiariser la protection sociale.*
- **L'extrême droite est une imposture politique.** *Participant aux élections démocratiques, elle suggère en partager les valeurs. Mais quand elle est au pouvoir dans des pays européens, aujourd'hui en Hongrie, en Italie, hier en Pologne, elle débite le système démocratique par appartement : d'abord, la justice est mise sous tutelle, puis la liberté de la presse est malmenée, et les corps intermédiaires et les opposants politiques sont criminalisés. Et comme la justice a été mise aux ordres, les voies de recours s'évaporent...*
- **L'extrême droite est une imposture sociale.** *Elle a pour pratique d'adapter son discours à son auditoire. Les déclarations donnent le tournis, mais si on se penche sur les faits, sur les votes, sur les propositions de loi déposées, les décisions des municipalités qu'elle contrôle, c'est une réalité différente des paroles qui apparaît. Voici 10 exemples de cette imposture.*

Pages suivantes : **10 exemples de cette imposture**



1 - Contre le financement de la Sécurité sociale. Cultivant ses liens avec le monde des affaires et le patronat, l'extrême droite relaye dans les faits, leurs argumentaires et leur plaidoyer pour « diminuer le coût du travail » par rapport au coût du capital et préserver les bénéfices des actionnaires : diminution des cotisations sociales de l'employeur, désocialisation et défiscalisation des heures supplémentaires, poursuite de la suppression des impôts de production, etc. Ainsi, les députés d'extrême droite ont voté le projet de loi gouvernemental « pouvoir d'achat » qui octroie des primes ponctuelles, substitution aux augmentations de salaire. Les primes, sans cotisation sociale, mettent à mal le financement de la Sécurité sociale dont chacun a besoin.

2 - Contre la hausse des salaires. Depuis 2022, les députés d'extrême droite ont voté contre l'augmentation du SMIC à 1500 €, en mêlant ses voix à celle de macronistes et de la droite, faisant échouer la proposition de la gauche. Ils ont aussi voté contre l'indexation des salaires sur l'inflation, contre l'encadrement des très hauts salaires. Pour continuer à tirer les salaires vers le bas, elle a aussi indiqué qu'elle ne remettrait pas en cause la réforme de l'Assurance chômage concoctée par le gouvernement Attal. Au parlement européen, l'extrême droite a voté contre le salaire minimum européen.

3 - Contre l'augmentation des petites retraites et pour les femmes à la maison. L'extrême droite a annoncé qu'elle n'abrogerait pas l'injuste réforme des retraites, notamment le recul de l'âge légal de la retraite, imposée par Macron. Pour diminuer les dépenses publiques, elle propose également la suppression du compte pénibilité, modeste contrepartie au travail pénible et précaire. Ses députés ont aussi voté contre l'augmentation des petites retraites. Enfin, elle entend alimenter les finances publiques en exerçant une pression nataliste sur les femmes au détriment du libre choix de la maternité.

4 - Contre la représentation de tous les salarié·e·s dans l'entreprise. Les députés d'extrême droite ont déposé une proposition de loi visant à interdire la présence d'étranger en situation régulière au sein des instances représentatives du personnel d'une entreprise. Ils ont aussi proposé de limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles. De quoi réduire encore la protection des travailleurs contre les abus et faire reculer encore la santé au travail.

5 - Contre les politiques de santé publique. Contre l'avis de l'ensemble du personnel soignant, elle exige depuis toujours la suppression de l'Aide Médicale d'État (AME), aide minimale accessible, sous conditions aux étrangers pour recevoir des soins que l'état de santé requiert. L'AME représente 0,4% du budget annuel de l'assurance-maladie. Sa suppression est un déni d'humanité. Cela mettrait aussi en danger toute la population en favorisant la propagation de certaines maladies liées à la pauvreté. De plus, une prise en charge plus tardive de personnes gravement malades serait finalement plus coûteuse. En Espagne, un gouvernement conservateur avait supprimé l'équivalent de l'AME pour en tirer 500 millions d'€ d'économies avant de le rétablir : les dépenses n'avaient pas baissé et la mortalité a augmenté.

6 - Contre la justice sociale. L'extrême droite n'a pas lésiné depuis les élections législatives de 2022 pour lutter contre les mesures de justice sociale. Elle a voté contre le rétablissement de l'impôt sur la fortune (ISF), contre la taxe sur les superprofits, contre la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, contre le blocage des prix des produits de première nécessité, contre la gratuité des premiers mètres cube d'eau, contre la hausse de la TVA sur les produits de luxe, contre la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les familles les plus modestes, contre la garantie d'autonomie à 1 063 €.

7 - Contre les services publics. Dans les municipalités qu'elle dirige, l'extrême droite est passée maîtresse dans l'art de privatiser les services publics : crèches, cantines scolaires, Ehpad. Résultats : des services plus coûteux et de moins bonne qualité, comme en témoignent les enquêtes récentes sur les crèches privées et les Ehpad privés. C'est la même politique qui s'annonce à

l'échelle de l'État, prolongeant le dessein néolibéral du « laissez-faire » déjà à l'œuvre : baisse drastique du budget, baisse des impôts des plus aisés, appauvrissement et casse des services publics restant.

8 - Obsédée par la fraude des petits, aveugle à celle des grosses fortunes. Obsédée par la fraude aux prestations sociales, l'extrême droite reste aveugle à la fraude aux cotisations sociales des employeurs et la fraude fiscale massive qui affectent les budgets de l'État et de la Sécurité sociale. Elle a refusé d'octroyer plus de moyens au Parquet national financier qui traque la fraude fiscale et la corruption. Rappelons simplement les estimations de sommes en jeu : 2 milliards d'€ de fraudes aux prestations sociales (la moitié est détectée et sanctionnée), 8 milliards d'€ de fraudes aux cotisations sociales (9% détectés), 90 milliards d'€ de fraude fiscale des hauts et très hauts revenus (15% détectée).

9 - Contre l'égalité entre femmes et hommes. La constitutionnalisation de l'IVG constitue un exemple probant de la duplicité de l'extrême droite. Si la députée Le Pen a voté pour, pour la galerie, près de la moitié de son groupe n'a pas voté en faveur de l'inscription dans la constitution de la liberté de recourir à l'IVG. Pour l'extrême droite, il n'y a aujourd'hui, dans la société, ni d'inégalité entre les femmes et les hommes, ni de problème de violences sexistes et sexuelles qui nécessitent des politiques publiques. D'ailleurs, au parlement européen, l'extrême droite n'a pas approuvé la directive sur « la transparence et l'égalité des rémunérations » qui vise à appliquer, à partir de 2026 l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. D'une manière générale, l'extrême droite préfère les femmes à la maison au service d'une famille hétérosexuelle blanche. Loin de revendiquer l'égalité salariale (à travail égal, salaire égal), elle soutient, par exemple la création d'un « revenu de la mère au foyer », héritage nataliste et rétrograde des années 1940... En revanche, elle s'est opposée à la revendication d'un budget d'1 milliard d'€ consacré à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

10 - Contre les libertés fondamentales et pour les violences policières. Depuis 2022, l'extrême droite est très proactive pour aider le gouvernement à restreindre les libertés fondamentales : criminalisation du mouvement social, développement de la vidéosurveillance algorithmique... Pire qu'un État répressif, l'extrême droite entend développer un État violent à l'encontre des citoyens en dérégulant un peu plus l'usage des armes par les policiers. En instaurant un « principe de légitime défense » pour les forces de l'ordre, il reviendrait aux familles des victimes, et aux victimes elles-mêmes si elles sont encore vivantes, de prouver que le policier n'était pas en danger.

Crise du système de santé, déserts médicaux : Bienvenue chez « Monsieur Bricolage » !

Après avoir voté contre la proposition de loi transpartisane qui entendait commencer à réguler l'installation des médecins libéraux afin de rééquiper les déserts médicaux, l'extrême droite entend résoudre les déserts médicaux par l'augmentation du prix de la consultation dans les zones sous dotées pour attirer les médecins libéraux ! Si vous habitez un désert médical, non seulement vous n'aurez pas de médecin mais ça vous coûtera plus cher. Pour satisfaire son obsession raciste, elle va jusqu'à demander de réduire drastiquement le recours aux médecins ayant obtenu leur diplôme hors de l'Union européenne, qui aujourd'hui permettent à l'hôpital de survivre.

La casse du système de santé se poursuivrait de façon amplifiée par l'accélération de la baisse des ressources à laquelle s'ajouterait des mesures d'exclusions contraires aux valeurs mutualistes.

Face à l'extrême droite, choisir le progrès social :

Retrouvez nos propositions

pour mettre la population en sécurité sociale sur :

www.lasanteestundroit.fr